Stratégie de développement pour l'Afrique

2005/2142(INI) - 24/10/2005

La commission a adopté le rapport de Maria MARTENS (PPE-DE, NL) sur une stratégie de développement pour l'Afrique. Il commence par souligner que l'UE est, de loin, le plus important bailleur de fonds en Afrique mais qu'il lui manque, pour bâtir une approche cohérente, la direction et la vision nécessaires. stratégie intégrée pour l'Afrique doit aussi affronter le manque de cohérence entre la politique de développement et les autres politiques de l'Union européenne, y compris des questions telles que les subventions aux exportations, l'aide conditionnelle, le poids de la dette, les crédits à l'exportation et l'utilisation commerciale de l'aide alimentaire. Le rapport appelle à un accroissement de la coordination de l'aide européenne, aussi bien entre actions et stratégies de niveau national et communautaire que par les États membres eux-mêmes, afin d'éviter une fragmentation et une duplication de l'aide et de permettre à l'Union européenne d'assumer le rôle de dirigeant mondial qu'elle devrait jouer dans la lutte contre la pauvreté. Les députés européens réitèrent également leur exigence de longue date en faveur d'une budgétisation du Fonds européen de développement.

En ce qui concerne la bonne gouvernance et le renforcement des capacités, les députés européens soulignent la nécessité générale de renforcer les capacités des secteurs privé et public, notamment dans l'administration, la santé, l'enseignement, l'économie et la démocratie.

La commission souligne également que l'UE doit mettre en œuvre des «politiques concrètes et une programmation» visant à enrayer la propagation du VIH-SIDA et ses incidences sur les enfants, leurs familles et les communautés dans lesquelles ils vivent car les conséquences du VIH/SIDA menacent de réduire les bénéfices générés par le développement dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

Le rapport souligne que, pour être un succès, la conclusion du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce devra apporter aux pays en développement une contribution positive, notamment en Afrique. Il pense que cela suppose d'appliquer un traitement spécial et différencié aux pays en développement et de supprimer toutes les subventions à l'agriculture qui biaisent la concurrence.

La commission salue l'engagement des États membres de l'UE envers l'objectif de 0,7 % du PIB d'ici 2015 et demande que «des recherches continues soient menées sur des sources de financement innovantes qui pourraient pourvoir les fonds si nécessaires au-delà de 0,7». Elle se félicite de l'engagement renouvelé d'accorder une annulation totale de la dette des 18 pays les plus pauvres et des pays les plus endettés pris lors de la réunion de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque africaine de développement.

Enfin, le rapport souligne l'importance de l'éducation des filles et des femmes dans l'amélioration de la santé, et considère «qu'investir dans l'éducation des filles est la stratégie de développement la plus efficace», étant donné que les filles qui ont reçu une éducation engendrent des familles plus petites et en meilleure santé, ce qui augmente la productivité et réduit la pauvreté.